



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 16 avril 2026

Hausse des carburants : le Gouvernement met en péril l'accompagnement de centaines de milliers de personnes fragiles

Face à la flambée des prix des carburants, les fédérations Adédom, ADMR, FNAAFP-CSF et UNA, dénoncent l'absence totale de soutien de l'État pour les services d'aide et de soins à domicile. À ce jour, seules certaines professions, comme le transport routier, la pêche ou encore l'agriculture, bénéficient de dispositifs spécifiques, laissant de côté des centaines de milliers de professionnels du domicile pourtant - eux aussi - essentiels à la vie quotidienne des Français.

Chaque jour, partout en France, ces professionnels se déplacent au domicile des personnes âgées, des personnes en situation de handicap, de malades et des familles pour assurer des missions essentielles à la vie quotidienne. Leur activité repose intégralement sur ces déplacements. Dans un contexte de hausse brutale des prix des carburants, que penser du silence du gouvernement ?

Pour les fédérations de l'Aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile, l'absence de réponse immédiate des Pouvoirs publics pour attribuer des aides n'est pas acceptable.

Nul aujourd'hui ne peut pourtant ignorer la situation que vivent les professionnels depuis plusieurs semaines. Sur le terrain, les conséquences sont immédiates et préoccupantes. Les tensions sont de plus en plus importantes pour l'organisation des interventions : difficultés à couvrir certains territoires, risque de réduction voire de suppression d'interventions auprès de personnes âgées vulnérables ou de personnes en situation de handicap, faute de pouvoir réaliser les déplacements nécessaires.

Ce qui est attendu, ce sont des aides concrètes et rapides pour solvabiliser les services et professionnelles qui, pour le plus grand nombre, n'ont plus les moyens de « faire le plein ». Seuls face à l'explosion des coûts, le Gouvernement fait peser sur eux une charge financière devenue insoutenable qui se répercute sur nos concitoyens les plus fragiles, qui souhaitent vivre chez eux malgré l'âge ou le handicap. Faut-il rappeler que le gouvernement, faute d'accord avec Départements de France, a refusé d'agréer l'avenant permettant une augmentation des salaires, il y a quelques semaines, pour les salariés de la Branche ?



In fine, ce sont des milliers de personnes fragiles et de familles qui pourraient se retrouver sans solution d'accompagnement pour les gestes essentiels du quotidien.

Cette crise révèle surtout un problème plus profond. Le modèle économique du secteur du domicile n'est plus à la hauteur des besoins. Depuis plusieurs années, les fédérations alertent sur l'insuffisance des financements publics et l'absence de prise en compte des coûts réels d'intervention. La hausse des carburants agit aujourd'hui comme un révélateur brutal de ces déséquilibres.

La mobilité est un enjeu majeur dans le secteur de l'accompagnement à domicile. Les mesures qui visent à financer des véhicules électriques vont dans le bon sens pour des stratégies à moyen terme, tant il est nécessaire de faire évoluer les équipements. Mais ce n'est pas la réponse attendue pour répondre à la crise actuelle qui risque de durer encore de nombreuses semaines ...

Face à cette situation, les fédérations Adédom, ADMR, FNAAFP-CSF et UNA demandent au Gouvernement d'agir immédiatement en intégrant les services et les intervenants à domicile dans les dispositifs de soutien existants et en mettant en place un mécanisme spécifique de compensation des frais de déplacement.

De telles mesures sont incontournables pour que les professionnels puissent, malgré ces circonstances exceptionnelles, poursuivre leurs missions dans des conditions soutenables et garantir la continuité du service public de proximité auquel nos concitoyens les plus vulnérables ont droit.

La question n'est plus de savoir s'il faut agir, mais quand et comment. Aussi, quelles réponses concrètes le gouvernement entend-il apporter pour soutenir un secteur indispensable au maintien du lien social et de la solidarité nationale ?

Contacts Presse :

ADEDOM : David ZEISLER – 01.40.84.68.79 – d.zeisler@adedom.fr

ADMR : Quentin VALANÇON – 06.14.24.63.43 ou 06.73.18.20.56 - admr@comfluence.fr

FNAAFP/CSF : Mériam BOUSSEBSI - 01.88.40.77.90 mboussebsi@fnaafp.org

UNA : Aurélie MATIGNON – 06.13. 88.82.64 – a.matignon@una.fr